

2 juin 2011

**Déclaration de S.E. M. Joseph Deiss,  
Président de la 65<sup>ème</sup> Session de l'Assemblée Générale,  
à l'occasion du débat thématique informel sur l'économie verte, une  
passerelle vers le développement durable**

Madame la Vice-Secrétaire générale,  
Excellences,  
Mesdames et Messieurs,

Soyez les bienvenus à ce débat thématique de l'Assemblée générale sur l'économie verte. C'est un thème d'une importance centrale pour notre bien-être et celui des générations futures. Il nous appartient de faire une différence. Je suis donc particulièrement heureux de vous voir nombreux aujourd'hui dans cette salle pour un débat constructif.

Le processus de préparation de la Conférence de Rio+20 sur le développement durable, qui aura lieu l'année prochaine, a déjà donné l'occasion de discussions sur le thème de l'économie verte dans le contexte du développement durable et de l'éradication de la pauvreté, l'un des deux piliers thématiques de la Conférence. En outre, les ateliers et la retraite des Représentants permanents organisés par le Groupe des amis de l'économie verte ont aussi permis aux États Membres d'aborder la question de l'économie verte dans ses aspects multiples, comme par exemple ses effets sur l'emploi. Les vues et les réflexions exprimées en ces occasions vont utilement nourrir notre débat d'aujourd'hui.

Nous ne pouvons plus nous permettre d'attendre pour agir. La dégradation de l'environnement et le changement climatique ne peuvent pas être inversés en une nuit. Qu'il suffise de penser au temps que va prendre la reconstitution des stocks d'espèces de poisson en disparition, ou au fait que, même si l'on arrive à arrêter l'augmentation de la température des mers, ses effets s'en feront sentir encore bien longtemps après. Plus nous attendrons, plus il sera difficile et coûteux de faire face aux défis environnementaux. Nous devons aussi nous garder de faire aujourd'hui des choix technologiques qui nous maintiendraient pour des années encore sur une voie intense en carbone. L'envolée récente des prix du pétrole, la reconsidération du risque nucléaire suite au tremblement de terre et au tsunami qui ont frappés le Japon nous rappellent, s'il en est encore besoin, la vulnérabilité de l'approvisionnement énergétique et l'urgence de réduire notre dépendance énergétique, de développer les énergies propres et d'améliorer l'efficacité énergétique.

Les défis environnementaux que nous connaissons aujourd'hui sont exacerbés par la croissance de la population mondiale, par l'urbanisation et par l'industrialisation. Les économies moins avancées se développent et de nouveaux marchés apparaissent, où de nouvelles classes moyennes jouissent de meilleures conditions de vie. Au niveau mondial, la pauvreté a considérablement

reculé au cours des dernières décennies. Ceci est remarquable et bienvenu. Mais consolider ce résultat et satisfaire les aspirations légitimes des populations défavorisées à de meilleures conditions de vie avec le modèle économique qui est le nôtre aujourd'hui va engendrer une pollution et une surexploitation des ressources naturelles qui sont suicidaires.

Notre développement doit être équitable et durable. Il doit répondre aux besoins de l'ensemble des générations présentes sans mettre en péril la satisfaction de ceux des générations à venir. La question fondamentale, c'est de savoir si nous tous sur cette planète allons être capables de faire preuve de sagesse et d'adopter des comportements qui préviendront la catastrophe.

L'économie verte nous offre une passerelle vers un développement qui soit durable. Il n'y a pas à l'heure actuelle une définition de l'économie verte qui se soit imposée au niveau international. Mais on en connaît les principales caractéristiques : l'économie verte implique de découpler la croissance économique de l'utilisation des énergies fossiles et des ressources non renouvelables. Il faut rendre les activités existantes plus vertes et il faut développer les technologies propres, les biens et les services verts.

La tâche peut paraître immense. Mais en fait, nous savons quelle est la bonne direction et nous savons comment y aller. L'élément central est que les prix donnent des signaux qui soient corrects et qui incitent les producteurs et les consommateurs à des comportements respectueux de l'environnement.

Nous avons toute une panoplie d'instruments à disposition, où les approches fondées sur les mécanismes du marché, comme les subventions, les taxes environnementales et les droits de polluer, vont jouer un rôle essentiel. En revanche, il va falloir éliminer les subventions nuisibles à l'environnement, comme celles qui favorisent la consommation d'énergies fossiles et éviter aussi de tomber dans le protectionnisme vert et autres mesures qui créent des distorsions. Il va falloir combiner les instruments de marché avec des réglementations, des normes et des mesures pour stimuler la recherche et le développement. Une meilleure information des consommateurs va aussi être nécessaire.

L'économie verte peut prendre différentes formes, cela dépend du contexte de chaque pays, de son niveau de développement, de sa localisation géographique notamment. Certains commenceront par verdir leurs infrastructures de transport, d'autres préféreront promouvoir l'écotourisme ou l'agriculture biologique. Il y a déjà de nombreux exemples d'économie verte pris sous l'impulsion des gouvernements, du secteur privé ou d'organisations non gouvernementales, tant dans les pays développés que dans les pays en développement. Ces initiatives montrent que la protection de l'environnement et la conservation des ressources apportent des bénéfices économiques quel que soit le niveau de développement.

Ceci est fondamental. En effet, pour certains pays, la lutte contre la pauvreté, la sécurité alimentaire, les services de santé et d'éducation de base, l'accès à l'eau potable restent des préoccupations prioritaires. Des craintes se font entendre que l'économie verte ne soit une nouvelle conditionnalité et n'entrave le développement de ces pays. L'économie verte est au

service du développement. Les pays en développement, dont les économies sont riches en ressources naturelles et rendent de nombreux services écologiques, gagneraient si les biens et les services environnementaux étaient échangés à leur juste valeur. Des écosystèmes sains sont aussi essentiels dans nos efforts pour lutter contre les risques de catastrophe naturelle, qui affectent les plus pauvres de manière disproportionnée. L'économie verte, c'est aussi la possibilité de faire un saut technologique, et d'adopter directement des technologies plus propres, sans refaire les erreurs des pays développés. Les pays en développement en retireront des économies. Je mentionnais les exemples positifs, qu'il suffise ici de penser aux agriculteurs dans les régions les plus reculées, qui grâce au téléphone mobile connaissent désormais les prix sur les marchés ou la météo du lendemain.

La plupart des problèmes environnementaux ne peuvent pas être résolus par un pays agissant seul. Pour promouvoir l'économie verte, il faut un engagement ferme et une action résolue de la communauté internationale, à tous les niveaux de gouvernement, local, national, régional et global. Il faut que tous coopèrent, acteurs du secteur public, du secteur privé et société civile.

Excellences,  
Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi de répéter la question : Serons-nous capable d'évoluer vers l'économie verte et le développement durable ? Saurons-nous ne plus nous autodétruire ?

Il y a des résistances à surmonter. Mobiliser l'attention du public et des décideurs politiques sur les questions environnementales est difficile. Le temps court du cycle électoral ne voit que les coûts des investissements nécessaires à un changement de modèle. Il n'en voit pas les bénéfices à plus long terme. Désormais, nous devons réfléchir différemment.

Adopter des modèles économiques plus verts va nécessiter des changements structurels, avec des pertes d'emplois dans certains secteurs, et des gains dans d'autres. Nous devons tenir compte de ces effets de redistribution sur la population, dans les pays développés comme dans les pays en développement.

Je l'ai dit, dans ces pays en particulier, l'économie verte suscite des craintes. Il est important d'y répondre et d'assurer qu'eux aussi puissent bénéficier des opportunités que leur offre l'économie verte.

Il est donc indispensable qu'une vraie coopération internationale, basée sur le principe d'une responsabilité commune mais différenciée, se mette en place. Il faut un cadre international qui facilite le transfert et le financement de l'adoption de technologies propres, ainsi que le renforcement des capacités des pays en développement dans le domaine environnemental.

Nous avons besoin d'un système de gouvernance environnemental au niveau global qui soit efficace et inclusif. La discussion qui se fera dans le cadre du deuxième pilier thématique de la Conférence de Rio+20 sera très importante à cet égard.

Pour l'heure, je souhaite que notre débat contribue à une meilleure compréhension de ce qu'est l'économie verte et que nous apportions ainsi matière utile à la Conférence de Rio+20. La première table ronde porte sur les opportunités et les défis et la seconde sur la transition à l'économie verte. Ce sera l'occasion, je l'espère, d'aller au-delà des idées reçues et d'avoir un débat constructif.

Je suis heureux de pouvoir compter sur des panelistes de grande qualité, qui vont partager avec nous leurs expériences et leurs vues sur l'économie verte. A l'issue cette journée, je formulerai un certain nombre de conclusions, qui seront disponibles sur notre site internet et serviront de document de référence.

Je vous remercie de votre attention.